

□ Sida

Un texte pour renforcer la lutte contre le sida en discussion à l'Assemblée

L'extension de l'épidémie du sida ne cesse d'inquiéter, et cette préoccupation de premier ordre a été soulevée hier matin à l'Assemblée nationale où les députés avaient à débattre autour d'une proposition de loi sur la prévention et la gestion du sida. "Pas moins de 80 000 séropositifs sont déjà décédés et 169 000 personnes ont été nouvellement infectées par le virus. Si aucune mesure n'est prise, le bilan va encore s'alourdir", a mis en garde Mounh Syon, député PSR. La proposition de loi émane du comité pour la santé, les affaires sociales et féminines, dirigé par M^{me} Men Sam An, député PPC, et a pour but de mieux informer la population sur ce fléau, véritable frein à l'économie, et de protéger les droits de toute personne contaminée par le sida.

Entête des orateurs tenant à tirer la sonnette d'alarme, le président de l'Assemblée, le prince Ranariddh, pour qui "cette épidémie s'avère plus dangereuse même que les mines". "Le sida tue aveuglément, sans tenir compte

de l'âge, du sexe ou du statut de ses victimes", a-t-il estimé, n'oubliant pas pour autant de mentionner les bons résultats obtenus dans le pays, cité en modèle pour sa lutte contre l'épidémie. Le ministre de la Santé, Hong Son Huot, a ainsi rappelé que la prévalence du sida avait baissé de 3,4% en 1997 à 2,8% en 2000.

Le ministre a évoqué devant les députés l'historique de cette épidémie, qui, a-t-il précisé, s'est déclarée il y a 25 ans sur le continent africain, mais n'a fait sa terrible entrée au Cambodge qu'au début des années 90 alors que le pays s'ouvrait à une économie de marché. Egrenant des chiffres de l'ampleur mondiale de l'épidémie, il s'est ensuite intéressé au manque de moyens auquel le pays fait face pour contenir l'épidémie et prendre soin des séropositifs. "Nous comptons dans le royaume 8 000 lits d'hôpital alors que déjà 20 000 personnes sont séropositives. Et en 2001, ils sont 60 000 enfants à s'être retrouvés orphelins, le sida ayant em-

porté au moins un de leurs parents", a annoncé, inquiet, le ministre, qui voit dans la forte discrimination que rencontrent les malades un véritable obstacle à la mise en place d'une politique efficace.

D'une part, en effet, l'ignorance des habitants et l'absence d'information - "le sida continue à étendre sa toile dans les régions reculées du pays", relevait Cheam Yeap, un élu du PPC. D'autre part, la mésinformation et ses rumeurs colportant de fausses idées sur le sida. "Je m'offusque des propos que j'ai entendus de la bouche d'un comédien qui lançait, inconscient, la boutade suivante : 'On n'a pas peur du sida mais on a peur de ne pas se trouver une compagne au lit'. Ce qu'il croyait être un bon mot a de suite circulé sur toutes les lèvres, chacun le reprenant à son compte. C'est vraiment faire la propagande du sida! Il ne faut pas plaisanter avec ce sujet", a fustigé quant à lui Sam Sundœun, député de l'opposition.

Ly Soklim

□ Criminalité

La lutte antiterroriste au cœur de la 22^e conférence d'Aseanpol

Depuis hier, le Cambodge accueille pour la première fois la conférence Aseanpol, qui regroupe les responsables des services de police des dix pays membres de l'Asean. Soulignant que les attaques terroristes du 11 septembre contre les Etats-Unis avaient mis en évidence le caractère transnational de la criminalité, le co-ministre de l'Intérieur Sar Kheng a insisté, en ouvrant cette réunion, sur le nécessaire renforcement de la coopération internationale.

La semaine dernière, lors d'une conférence ministérielle spéciale à Kuala Lumpur, les pays de l'Asean se sont accordés pour estimer que la lutte contre le terrorisme était leur objectif premier, parmi toutes les formes de criminalité internationale. "Les ministres sont déterminés à trouver une définition commune au terrorisme

alors que celui-ci sévit de manière différente dans chacun des pays. Il est également important d'identifier les causes spécifiques du terrorisme dans chaque pays", a souligné Sar Kheng.

Il reste que d'autres formes de criminalité induites par la mondialisation et le développement des nouvelles technologies touchent les pays de la région. "Fin 2001 et début 2002, nous avons découvert et démantelé au Cambodge des installations permettant de pirater les télécommunications internationales. Les criminels avaient clandestinement installé des moyens satellitaires pour accéder aux réseaux de communication nationaux et internationaux", a pris en guise d'exemple le co-ministre de l'Intérieur, s'inquiétant de l'introduction de moyens in-

formatiques dans la gestion du budget de l'Etat, susceptibles d'être attaqués.

Mais, au cours de cette 22^e conférence Aseanpol, les responsables policiers auront encore bien d'autres sujets à passer en revue. "Notre région, comme d'autres, doit faire face au trafic de drogue, au blanchiment d'argent et au trafic d'armes", a relevé Sar Kheng, rappelant que l'Asean s'était fixée pour objectif d'être débarrassée de la drogue d'ici 2015.

Enfin, la conférence s'attachera également à définir des stratégies pour lutter contre le trafic des êtres humains. Considérant que ces trafics et l'immigration illégale constituaient des "crimes graves", Sar Kheng a noté que les réseaux impliqués dans cette forme de criminalité étaient bien souvent dans d'autres. **Ros Dina**

□ Tourisme

L'autorité Apsara se jumelle à Versailles

Une convention de jumelage d'une durée de cinq ans a été signée hier soir entre Bun Narith, président directeur général de l'autorité Apsara, et Hubert Astier, président de l'établissement public du musée et du domaine de Versailles, en présence de Sok An, ministre du Conseil des ministres, et d'André-Jean Libourel, ambassadeur de France.

Ce jumelage permettra notamment, détaille un communiqué de l'ambassade, "d'échanger des col-

laborateurs et des informations dans le champ de la gestion administrative et financière, de la restauration et de la maintenance des monuments historiques, de la restauration et de l'entretien d'espaces paysagers, de l'accueil du public sur les sites et dans les musées, et de la muséographie". La collaboration concernera également la production de spectacles, l'organisation d'expositions ainsi que des programmes de recherche et l'élaboration de sites internet. **CS**

ASSISTANCE. Une convention de financement pour un projet d'"assistance à la maîtrise d'ouvrage dans le domaine de la gestion et du développement urbain" d'un montant de 1,2 million d'euros a été signée hier à Phnom Penh entre les gouvernements français et cambodgien. Ce projet, mis en œuvre par la municipalité de Phnom Penh s'articule autour de trois volets : l'appui à la gestion administrative et financière de la ville; le renforcement des capacités d'intervention des services techniques; le renforcement des capacités des services chargés de l'assainissement, du drainage et de la protection contre les inondations. Ce projet s'étalera sur une période de trente mois. **CS**

Le Parti Sam Rainsy secoué par des dissensions

Eng Chhai Eang, secrétaire général du parti d'opposition, reste à son poste. Mais il aura fallu pour cela un vote du comité directeur, au cours duquel 27 des 42 membres lui ont renouvelé leur confiance. Les opposants lui reprochaient son "esprit de clan, à l'origi-

ne d'une perte de confiance des militants". Eng Chhai Eang reste serein face à cette opposition. Le mois dernier, Srun Vong Vannak, chef de la sécurité du parti, avait claqué la porte pour créer sa propre formation.

Page 7

■ Politique

Le Parti Sam Rainsy secoué par des dissensions

A l'approche des élections législatives, les dissensions, voire les scissions au sein des partis politiques seraient-elles une maladie contagieuse? Une semaine après la création par le prince Chakrapong d'un parti dissident au Funcinpec et l'éviction de You Hockry de son fauteuil de co-ministre de l'Intérieur, c'est au tour du Parti Sam Rainsy d'être secoué par un mouvement de fronde.

Voilà plusieurs semaines qu'en France, la formation d'opposition est en proie à de fortes convulsions. A coups de courriers électroniques, de réunions et de lettres ouvertes, une frange de la formation a fait scission après avoir mis en cause la direction de Sam Rainsy. Argument également mis en avant le mois dernier par Srun Vong Vannak, responsable de la sécurité du parti, au moment d'annoncer sa démission.

Aujourd'hui, une partie du comité directeur du PSR dans le royaume s'élève contre Eng Chhai Eang, le secrétaire général, dont elle réclame la démission. "Son esprit de clan est à l'origine d'une perte de

confiance de nos militants, accuse un des contestataires. C'est pourquoi, le 16 mai, nous avons eu une première réunion placée sous la présidence de Sam Rainsy." Après des débats animés, seuls 14 des 42 membres se sont prononcés contre Eng Chhai Eang. Même s'ils redoutent que ces troubles aient de graves répercussions sur les résultats aux prochaines législatives, les frondeurs n'entendent pas pour l'heure

quitter le PSR.

Le principal intéressé est prêt à admettre que "personne n'est parfait". "Je ne peux satisfaire tout le monde, réagissait-il hier, conservant manifestement toute sa sérénité. Les mécontents ne représentent qu'une poignée de personnes. Dans un système démocratique, s'ils ne se plaisent plus ici, rien ne les empêche de nous quitter et de créer leur propre parti." **Kong Sothanarith**

JUMELAGE. Depuis samedi dernier, un drapeau cambodgien flotte à l'entrée de Bussy-Saint-George, une commune de 12 000 habitants, dont 15% d'origine cambodgienne, située à une trentaine de kilomètres à l'est de Paris. D'ici peu, c'est la bannière tricolore qui sera levée dans la commune du Kilomètre-6, circonscription de la périphérie nord de la capitale abritant 15 000 âmes et dirigée depuis février dernier par un élu du Parti Sam Rainsy. Samedi, à Bussy-Saint-George, s'est tenue une cérémonie officialisant ce premier jumelage entre communes depuis les élections locales. A cette occasion, le président du conseil du Kilomètre-6, Sok Sambath, avait fait le déplacement, accompagné par trois députés de l'opposition, dont Sam Rainsy. Son homologue français et désormais partenaire, Hugues Rondeau, a annoncé en particulier que sa commune aiderait à bâtir une nouvelle mairie au Kilomètre-6. Plus globalement, les deux parties se sont engagées à "développer les échanges culturels et les liens d'amitié entre les habitants des deux communes", selon un communiqué relayé par le PSR.

CS

■ *Vie sauvage*

L'éléphant d'Asie est en danger mais l'espèce n'est pas menacée d'extinction

Braconnage et conflits humains constituent les deux principales menaces qui pèsent sur les éléphants d'Asie. Mais, malgré ces dangers, les risques d'extinction de l'espèce dans cette partie du monde sont infimes. Réunis à Phnom Penh depuis le début de la semaine, des spécialistes du pachyderme s'accordent ainsi sur ces deux postulats.

Le Viêt-nam fait cependant exception, le nombre de spécimens, à la fois en captivité et à l'état sauvage ne dépassant pas la centaine. "Le Viêt-nam présente le scénario le plus catastrophique, met en garde Hunter Weiler, conseiller du programme Community Wildlife Ranger. Certains affirment même que les éléphants sont d'ores et déjà condamnés étant donné leur faible nombre."

Au total, estime Raman Sukumar du Centre des sciences écologiques d'Inde, le continent abriterait de 35 000 à 45 000 éléphants vivant en liberté, dont de 50 à 60% en Inde. "Personnellement, je suis optimiste, persuadé que l'éléphant asiatique survivra même si c'est en nombre plus réduit", assène-t-il.

Plus tôt ce mois-ci, l'ONG Sauvez les éléphants publiait sur son site internet une étude selon laquelle, dans les trois pays de l'ex-Indochine, 80% des éléphants avaient disparu entre 1988 et 2000. Entre ces deux dates, la population aurait ainsi chuté de 6 250 à 1 510. Parmi les causes de cette inquiétante tendance, l'organisation mettait en bonne place la hausse des flux de touristes européens, chinois et japonais, friands d'ivoire.

Les intervenants au séminaire qui se tient actuellement dans la capitale partagent cet avis. Dans le seul Etat indien d'Assam, entre 1980 et 2001, quelque 900 personnes ont trouvé la mort alors qu'elles chassaient des pachydermes pour leur ivoire mais aussi leur viande. Les villageois cherchant à se protéger ou à protéger leurs cultures peuvent aussi être sans pitié. L'an dernier, toujours dans l'Etat d'Assam, trente éléphants ont été empoisonnés après que l'un d'eux eut tué un habitant. Sept autres sont morts électrocutés après avoir fait tomber des lignes électriques. Il faut aussi compter avec

les collisions avec des trains ou encore les ravages commis par la pollution.

Jusqu'à demain, les délégués des treize pays s'attelleront à mettre sur pied une stratégie visant à protéger les éléphants sauvages. En Asie du Sud-Est, la situation en Indonésie et en Thaïlande est aujourd'hui plutôt encourageante, tandis qu'en Birmanie, au Laos et au Cambodge, une diminution est à prévoir même si elle peut être contrôlée. Seul le Viêt-nam inspire de graves inquiétudes. "Il doit mettre en œuvre immédiatement une stratégie draconienne. Il y a davantage d'éléphants en liberté dans le sud de la Chine qu'au Viêt-nam, une donnée que nous avons apprise avec stupéfaction", commentait Hunter Weiler.

Tring Viet Cuong, de l'Institut vietnamien des ressources écologiques et biologiques, a confirmé qu'entre 76 et 94 spécimens vivant à l'état sauvage ont été recensés. Les terres inhabitées sont de plus en plus rares. Dans le nord du pays, les éléphants ont presque complètement disparu. Dans le centre et le sud, certaines barrières naturelles à l'implantation humaine leur préservent encore un habitat. "Mais sans mesures d'urgence, l'espèce s'éteindra sans nul doute au Viêt-nam."

CS et AFP

Fin de la grève à Wear Well

La grève à l'usine Wear Well déclenchée lundi a été suspendue hier après un deuxième round de négociations entre la direction et les syndicalistes, conduit en présence de représentants du ministère des Affaires sociales. Le conflit avait démarré suite au licenciement de deux représentants des employés, dont l'un a été accusé par la direction de lui avoir fait perdre 10 000 dollars alors qu'il était en charge de l'exportation des marchandises.

À l'issue des négociations, le licenciement de ce dernier a été maintenu mais il recevra des dédommagements. Le deuxième représentant syndical, à qui on avait reproché de soutenir son collègue, sera mis à pied pendant deux mois. Les grévistes ont accepté de mettre fin à leur mouvement, satisfaits du fait que la suspension de leur deuxième représentant, initialement pour une durée illimitée, ait été ramenée à deux mois.

Ce matin, l'ouvrier licencié s'est dit inquiet pour sa sécurité, après que trois inconnus eurent tenté de se procurer son adresse en interrogeant son voisinage. Il a indiqué avoir déposé une plainte auprès d'une organisation de défense des droits de l'Homme.

Le conflit a par ailleurs mis en avant d'autres revendications autour des conditions de travail. Sur ces points, l'employeur a donné satisfaction aux grévistes lors du premier round de négociation.

Nhim Sophal